



**HAL**  
open science

## Les dynamiques mémorielles de la Guerre froide

Philippe Buton

► **To cite this version:**

Philippe Buton. Les dynamiques mémorielles de la Guerre froide. Sous la direction de Philippe Buton, Olivier Büttner, Michel Hastings. La Guerre froide vue d'en bas, CNRS Editions, p. 309\_331, 2014, 9782271078230. halshs-01263133

**HAL Id: halshs-01263133**

**<https://shs.hal.science/halshs-01263133>**

Submitted on 27 Jan 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les dynamiques mémorielles de la Guerre froide

*Philippe Buton*

Pendant la Guerre froide, dans tous les départements français, nous assistons à une foisonnante production mémorielle et commémorative. Certes, la France a toujours aimé ces jeux de mémoire, et aucune période historique n'est vierge de ces constantes références au passé. Pour autant, à la lecture des travaux réalisés, et en particulier à celle des rapports des correspondants départementaux de l'IHTP, il me semble qu'il n'y a jamais eu une activité mémorielle aussi intense que pendant cette période de la Guerre froide.

Comment ordonner l'analyse de cette véritable inflation mémorielle ?

J'ai retenu le terme de dynamiques mémorielles afin de souligner une double exigence. En premier lieu, distinguons le mémoriel conscient du mémoriel inconscient. En second lieu, observons comment ces structures mémorielles, relativement invariantes, confrontées aux événements, dégagent des conjonctures mémorielles précises.

En dernière instance, peut-être ces analyses permettront-elles de déterminer quels sont les moteurs du ressenti de la Guerre froide ?

## DES POLITIQUES MÉMORIELLES CONCURRENTES

Analyser le mémoriel conscient, c'est scruter les politiques mémorielles, ces discours sur le passé développés, explicitement ou implicitement, mais toujours de façon volontaire, par les diverses organisations sociales qui, toutes, mettent ce discours mémoriel au service de leur politique. Dans ce domaine, pendant la Guerre froide, du moins jusqu'en 1967, un double constat s'impose.

En termes de présence relative, il y a deux sensibilités politiques - et deux sensibilités seulement - dont l'activité mémorielle constitue une part très significative de leur activité propagandiste globale : les gaullistes et les communistes. Mais, en termes de présence absolue, ces deux sensibilités ne sont

nullement à égalité et les scènes mémorielles départementales apparaissent dans notre enquête submergées par l'activité mémorielle communiste. Trois éléments peuvent expliquer ce double constat : le rapport à la Résistance, la relation à la mémoire et la puissance respective de ces organisations.

La Guerre froide succède à un événement de forte empreinte traumatique, une forte empreinte qui se traduit par une puissante prégnance mémorielle. Autrement dit, utiliser l'arme de la mémoire implique d'intervenir peut-être sur tout un tas d'événements passés, mais à coup sûr de parler du récent conflit mondial. Or tous les partis ne sont pas à égalité pour le faire. Deux partis ont un rapport privilégié à la Mémoire, parce que ces deux partis ont un rapport privilégié à l'Histoire, qui est leur instance de légitimation<sup>1</sup>.

C'est un truisme de dire que la source de la légitimité gaullienne puise dans le récent conflit mondial. Non seulement cette source de légitimation est unique, mais elle est fondée. Ces deux éléments expliquent l'utilisation systématique du souvenir de la Résistance par le général de Gaulle et par ses partisans. Un exemple dans une multitude : en 1948, l'ancien déporté à Dachau et ancien ministre des Armées, Edmond Michelet rappelle, dans un hebdomadaire corrézien, le passé récent pour détruire les arguments des partis de la Troisième Force sur le danger, pour la démocratie, que représenterait de Gaulle. Il souligne ainsi que ce sont les « Républicains » qui ont enterré la République le 10 juillet 1940 et que c'est de Gaulle qui l'a finalement rétablie<sup>2</sup>.

À de multiples reprises, le Général se déplace en province pour rappeler tel ou tel événement de la guerre, souvent en inaugurant un monument<sup>3</sup>. Ainsi à Saint-Étienne le 4 janvier 1948<sup>4</sup>. Les premières

1. En premier lieu, se reporter à Nora Pierre, « Gaullistes et communistes », in Nora Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984-1992, « Quarto », 1997, vol. 2, p. 2489-2532. À compléter par Courtois Stéphane, Lazar Marc (dir.), *Cinquante ans d'une passion française : de Gaulle et les communistes*, Paris, Balland, 1991 ; Lavabre Marie-Claire, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994 ; Lachaise Bernard (dir.), *Résistance et Politique sous la IV<sup>e</sup> République*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2004.

2. *Brive-Infos*, 19 décembre 1948, cité dans sa contribution par Gilbert Beaubatie, correspondant de l'IHTP pour la Corrèze.

3. Je suis ici les traces de Gilles Morin qui a étudié, avec beaucoup de finesse, le processus gaullien. Cf. Morin Gilles, « Les voyages du général de Gaulle en France (1946-1953). Manifestations politiques et mise en scène de la légitimité gaulliste », in *De Gaulle et le Rassemblement du peuple français (1947-1955)*, Paris, Armand Colin, 1998, p. 175-189. J'ai retenu un épisode non étudié par Gilles Morin.

4. Les photographies illustrant les événements stéphanois ont été réalisées par un photoreporter communiste Léon Laponce, dont les archives ont été déposées aux Archives municipales de Saint-Étienne. Sur cet auteur et ses archives, se reporter à Bedoin

photographies (illustrations n° 1 et 2) correspondent à la première partie de la journée : la pose de la première pierre d'un monument en l'honneur de la Résistance. Ce n'est pas encore l'homme politique qui parle, c'est le dirigeant de la France en guerre. Et le décorum (les drapeaux tricolores) comme la présence des autorités civiles et militaires témoignent du fait qu'en raison du passé, cet homme incarne ontologiquement une fonction publique intacte et permanente. Puis, s'appuyant sur cette légitimité, le Général tente de la transformer en force et en action politiques, tel est le but de la seconde partie de la journée (illustration n° 3). Le Général s'est alors métamorphosé en homme politique<sup>5</sup>. Son discours n'est plus tourné sur le passé, mais vers l'avenir. Son propos est consacré au thème du travail - nous sommes dans une grande ville ouvrière - et au redressement de la France. Le message implicite est limpide : comme - et parce que - il a su conduire la France sur la voie de la Libération, il la conduira sur la voie de la Renaissance. Topographiquement, il n'est plus au niveau des autorités civiles et militaires, il surplombe désormais la foule. Et l'ampleur du rassemblement populaire permet de rejouer, dans les mémoires, avec le souvenir du défilé parisien du 26 août 1944, celui de la légitimité populaire qu'un peuple accorde directement à son chef, sans le biais traditionnel des partis ou des notables (illustration n° 4).

Le PCF tente de concurrencer la puissance de la mémoire gaullienne. Entre le Général et le Parti, il y a nettement, à propos de la Résistance, un conflit de paternité. Mais, dans ce domaine, la Guerre froide modifie la donne.

Avant la Guerre froide, à la Libération, la lutte mémorielle entre ces deux acteurs est immédiate, mais implicite. Nous avons affaire à deux discours parallèles. Au Général démiurge de la Résistance, le PCF répond en insistant sur le combat sur le sol national lui-même, sur le rôle du peuple et des ouvriers, sur les sacrifices des communistes<sup>6</sup>. Avec la Guerre froide, l'implicite devient explicite.

---

Maurice, Monneret Jean-Claude, Porte Corinne, Steiner Jean-Michel (dir.), *1948 : les mineurs stéphanois en grève. Des photographies de Léon Laponce à l'Histoire*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2011. Je remercie vivement le personnel des Archives municipales de Saint-Étienne pour sa collaboration.

5. Souvent, la métamorphose se traduit visuellement par l'abandon de l'uniforme au profit d'un costume civil (cf. Morin G., *op. cit.*), mais pas cette fois-ci.

6. Sur cette bataille symbolique, nous nous permettons de renvoyer à Buton Philippe, « Libération et mémoire de la Libération. Le témoignage iconographique », in Audoin-Rouzeau Stéphane, Becker Annette, Cœuré Sophie, Duclert Vincent, Monier Frédéric (dir.), *La politique et la guerre. Pour comprendre le XX<sup>e</sup> siècle européen. Hommage à Jean-Jacques Becker*, Paris, Éditions Agnès Viénot-Noésis, 2002, p. 354-362 et Buton Philippe, *La joie douloureuse. La libération de la France*, Bruxelles, Complexe, 2004.



Visite du Général de Gaulle à Saint-Etienne le 4 janvier 1948  
Illustration n° 1

Fonds Léon Leponce, Archives municipales  
de Saint-Etienne (Loire)



Visite du Général de Gaulle à Saint-Etienne le 4 janvier 1948  
Illustration n° 2

Fonds Léon Leponce, Archives municipales  
de Saint-Etienne (Loire)



Visite du Général de Gaulle à Saint-Etienne le 4 janvier 1948  
Illustration n° 3

Fonds Léon Leponce, Archives municipales  
de Saint-Etienne (Loire)



Visite du Général de Gaulle à Saint-Etienne le 4 janvier 1948  
Illustration n° 4

Fonds Léon Leponce, Archives municipales  
de Saint-Etienne (Loire)

Visite du Général de Gaulle à Saint-Étienne le 4 janvier 1948.

Du côté gaulliste, on ne se prive pas de rappeler les épisodes fâcheux du passé. Ainsi, en janvier 1951, dans un hebdomadaire corrézien, Edmond Michelet fustige le discours pacifiste communiste en rappelant le pacte germano-soviétique, la fourniture de matières premières soviétiques à l'Allemagne d'Hitler et la demande de réparation de *L'Humanité* faite à la Kommandantur<sup>7</sup>. À la même période, le parti gaulliste colle sur les murs une affiche intitulée « Les collaborateurs au poteau », dans laquelle il promet le châtiment suprême aux collabos d'aujourd'hui que seraient les communistes en faisant le jeu des futurs envahisseurs russes<sup>8</sup>.

Le PCF n'est pas en reste. En avril 1951, la direction du PCF imprime une fiche de propagande, envoyée dans ses sections pour nourrir les multiples propagandes communistes locales. Cette fiche de huit pages est divisée en quatre parties, et la première est significative des enjeux de mémoire puisqu'elle s'intitule « La légende du "premier résistant" » et que, par une ambitieuse reconstruction historique, elle tente d'assimiler de Gaulle et Pétain<sup>9</sup>. Déjà, dès septembre 1948, le vice-président communiste du Conseil général de l'Isère évoquait dans un discours « la légende surfaite de Premier Résistant de France »<sup>10</sup>.

Ces deux discours mémoriels sont clairement antagonistes, mais, dans les deux cas, les résultats semblent peu probants. La mémoire est déjà ancienne, elle a été fixée dès la Libération à une époque pendant laquelle le prestige du Général était à son zénith et pendant laquelle le discours historico-politique du PCF était d'une puissance inimaginable, en particulier parce que les forces restées anticommunistes (et elles sont puissantes) demeuraient silencieuses, sacrifiant le passé conflictuel sur l'autel de l'union nationale.

Cette légende mémorielle communiste établie à la Libération est soigneusement entretenue pendant toute la Guerre froide. Ainsi le terme de parti des fusillés est systématiquement accolé au parti, soit sous la forme maximale du « parti des 75 000 fusillés », comme en Meurthe-et-Moselle, soit sous une forme atténuée, par exemple en Charente où le député Jean Prunteau parle des 75 000 communistes morts pour la France, dont 15 000 fusillés<sup>11</sup>.

Aussi, malgré l'outrance du discours communiste, son analyse du passé déborde largement les rangs de ses seuls cadres ou militants. Cette prodi-

7. *Brive-Informations*, 16 janvier 1951, cité dans sa contribution par Gilbert Beaubatie, correspondant de l'IHTP pour la Corrèze.

8. Affiche reproduite dans Buton Philippe, Gervereau Laurent, *Le couteau entre les dents. 70 ans d'affiches communistes et anticommunistes*, Paris, Le Chêne, 1989, p. 111.

9. *De Gaulle et le RPF*, 1951. IHTP, Archives Jean Prunteau, JP 14.

10. Barrière Philippe, *Grenoble à la Libération (1944-1945). Opinion publique et imaginaire social*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 216.

11. IHTP, Archives Jean Prunteau, JP 14.

gieuse réussite mémorielle du PCF constituera pendant la Guerre froide un socle de puissance gigantesque que le parti utilisera sans compter.

En tout état de cause, seules les sensibilités gaullistes et communistes se disputent la scène mémorielle, du moins à l'échelle départementale. Dans nos archives départementales, toutes les autres tendances de l'opinion sont cruellement absentes. Du côté des indépendants et des radicaux, le déficit d'action pendant la guerre suffit à expliquer leur silence. Le problème est plus complexe du côté du MRP et du parti socialiste. Pendant la guerre, de nombreux membres de la SFIO ont participé à la Résistance, de même que de nombreux résistants appartiendront au MRP après la guerre. Mais, en tant que tel, le MRP n'a été créé qu'à la Libération et il lui est donc difficile de construire un discours mémoriel sur le thème du parti dans la Résistance. Du côté socialiste, le choix de ne construire aucune organisation spécifique de Résistance réduit considérablement ses capacités de propagande mémorielle : la diffusion du *Populaire* apparaît comme une action bien mince, tandis que revendiquer les actions de Franc-Tireur ou de Libération peut apparaître comme un exercice indu d'appropriation *a posteriori*.

Un deuxième élément explique l'énorme supériorité quantitative dans nos archives de la propagande mémorielle communiste : elle n'est pas monocorde. Car si le discours mémoriel gaulliste - pas dans la bouche du Général mais dans celle des gaullistes locaux - est quasi unique, centré sur la Résistance, la propagande mémorielle du parti communiste est foisonnante, remettant sous les feux de l'actualité une multitude d'événements du passé. Le communisme est à la fois une culture de l'écrit et une civilisation de la mémoire, deux facteurs qui démultiplient son héritage archivistique.

Enfin, troisième donnée qui intervient pour expliquer cette présence hiérarchisée : la force des organisations. Prenons l'exemple des forces extra-parlementaires. À l'instar du RPF ou du PCF, l'extrême droite comme l'extrême gauche ont un rapport étroit avec le passé. Pour eux aussi la mémoire est identitaire. Mais elles sont absentes des scènes mémorielles départementales. Elles peuvent éditer des organes nationaux, confectionner de modestes brochures, elles sont bien incapables d'entretenir un véritable courant d'opinion dans les départements. Leur absence dans notre enquête témoigne simplement de leur très faible densité sociale.

À l'inverse, le PCF fut le premier parti de France reconstitué, il fut le parti de masse par excellence et partout il impose son calendrier commémoratif, un calendrier qui apparaît extrêmement spécifique, dans ses choix comme dans ses modalités.

## UN CALENDRIER COMMÉMORATIF SPÉCIFIQUE

Certains événements sont fêtés par le seul parti communiste ou ses organisations satellites. Ainsi, dans de nombreux départements français, commémore-t-on alors la création de l'Armée rouge le 23 février, la révolution d'Octobre<sup>12</sup>, l'anniversaire de Joseph Staline en 1949, ou - réplique en mode mineur - celui de Maurice Thorez l'année suivante. La cérémonie de 1949 en l'honneur de Staline est aussi une gigantesque mise en abîme mémorielle, puisque les innombrables cadeaux que toutes les fédérations, sections et cellules de France ont remis au dirigeant soviétique sont très souvent des reliques des luttes passées, témoignant du statut particulier que la France, son peuple et son parti occupent dans l'imaginaire géopolitique du système communiste mondial, à savoir la fille aînée de l'Église communiste.

Toujours dans ce premier volet, une pratique souvent attestée dans les rapports des correspondants de l'IHTP reste la projection de films soviétiques, traitant souvent du passé, du passé révolutionnaire russe (*Les marins de Cronstadt*<sup>13</sup> par exemple) ou de la récente guerre mondiale. Le succès de ces projections semble mitigé. Nous n'avons qu'un seul exemple où l'affluence fut réelle : 700 spectateurs à Dôle en 1951, 600 en 1952<sup>14</sup>. Dans les autres départements étudiés, l'auditoire a du mal à s'élargir au-delà des proches sympathisants<sup>15</sup>, d'autant que les militants communistes eux-mêmes sont particulièrement friands du cinéma américain, pourtant condamné par la presse du parti, comme Fabrice Montebello l'a montré dans sa thèse<sup>16</sup>.

Dans un entre-deux mémoriel se trouvent des événements issus du passé communiste, mais que le parti a pu faire reprendre en charge par la communauté nationale, et il entend naturellement conserver ce capital symbolique. L'archétype en est le souvenir de Stalingrad et celui des martyrs communistes de la Résistance. Le principal vecteur de cette pratique commémoratrice est constitué par le travail toponymique de ses municipalités<sup>17</sup>

---

12. Exceptionnellement, à Martigues, les élus socialistes s'associent aux communistes pour pavoiser l'Hôtel de ville, en l'honneur de la révolution d'Octobre, malgré l'interdiction formulée par le sous-préfet d'Aix-en-Provence. Contribution de Jean-Claude Lahaxe pour les Bouches-du-Rhône.

13. Roger Philippe, « Un préfet de la guerre froide. Georges Phalempin et la fédération communiste du Pas-de-Calais de 1947 à 1956 », *Histoire et archéologie du Pas-de-Calais*, tome XXIV, 2006, p. 126.

14. Contribution de Rémy Gaudillier sur le Jura.

15. Contribution de Jean-Louis Étienne sur la Meurthe-et-Moselle.

16. Montebello Fabrice, « Joseph Staline et Humphrey Bogart, l'hommage des ouvriers. Essai sur la construction sociale de la figure du "héros" en milieu ouvrier », *Politix*, n° 24, 1993, p. 115-133.

17. Voir la contribution de Xavier Desbrosse.

et par l'apposition, de façon plus ou moins sauvage, des plaques commémoratives sur la façade des immeubles où résidaient ses martyrs. Ainsi, de 1947 à 1960, 164 plaques ou monuments commémoratifs ont été apposés sur les murs de Grenoble, la majorité à l'initiative du parti communiste<sup>18</sup>.

Pour entrer dans le détail, reprenons l'exemple de Saint-Étienne, toujours grâce aux photographies de Léon Leponce. Avec la photographie n° 5, nous sommes le 24 septembre 1948. Une foule impressionnante participe aux funérailles d'une militante communiste, responsable locale et conseillère municipale. Or le parti communiste parvient, à cette occasion, à opérer une véritable captation mémorielle.

Pour cela, il transforme la cérémonie d'hommage à sa militante, Bénédicte Ramier, en une cérémonie rendant principalement hommage à son mari, Barthélémy Ramier, ancien secrétaire de la fédération communiste de la Loire, assassiné par les Allemands en juillet 1944, et à son beau-frère, Joseph Ramier, ancien secrétaire du syndicat CGT de la métallurgie, mort en déportation. Le cortège des funérailles est ainsi organisé de manière très particulière. Il est ouvert par une triple colonne d'anciens FTP en uniforme (illustration n° 5). Parmi ces FTP, l'ancien dirigeant du maquis FTP, Théo Vial-Massat, porte un cadre arborant les décorations du martyr communiste (Légion d'honneur, médaille de la Résistance et croix de guerre). Derrière les FTP sont placés le cercueil et la famille (illustration n° 6). Puis viennent les principaux dirigeants communistes de la Loire (illustration n° 7), disposés dans un ordre significatif : au premier rang les responsables de la fédération du parti, au deuxième rang, les responsables de la CGT et des jeunesses communistes<sup>19</sup>, au troisième rang, les responsables des autres organisations communistes de masse. Quelques mètres sont ensuite laissés vides, puis défilent les membres du Conseil municipal, le Maire en tête, membre du RPF.

Le déroulé du cortège représente ainsi une véritable victoire symbolique du parti. Victoire qu'il s'emploie du reste à approfondir. Ainsi, lors de son discours au cimetière (illustration n° 8), alors que le Maire prononce, comme il est d'usage dans de telles circonstances, un discours œcuménique, le dirigeant du parti enfonce le clou en déclarant : « cette femme était dans l'assemblée municipale un remord vivant pour les pétainistes, les attentistes et les lâches qui tentent bien vainement de nier à la classe ouvrière le droit à la vie décente<sup>20</sup>. »

---

18. Barrière Ph., *op. cit.*, p. 261.

19. Appelées alors jeunesses républicaines.

20. Steiner Jean-Michel, *Le PCF dans la vie stéphanoise. Communisme dans une grande ville ouvrière sous la IV<sup>e</sup> République*, Thèse de doctorat d'histoire, Université de Saint-Étienne, 2005, p. 454.



Funérailles de Bénédicte Ramier, Saint-Etienne, 24 septembre 1948  
Illustration n° 5

Fonds Léon Leponce, Archives municipales  
de Saint-Etienne (Loire)



Funérailles de Bénédicte Ramier, Saint-Etienne, 24 septembre 1948  
Illustration n° 6

Fonds Léon Leponce, Archives  
municipales de Saint-Etienne (Loire)



Funérailles de Bénédicte Ramier, Saint-Etienne, 24 septembre 1948  
Illustration n° 7

Fonds Léon Laponce, Archives  
municipales de Saint-Etienne (Loire)



Funérailles de Bénédicte Ramier, Saint-Etienne, 24 septembre 1948  
Illustration n° 8

Fonds Léon Laponce,  
Archives municipales de Saint-Etienne (Loire)

Funérailles de Bénédicte Ramier, Saint-Étienne, 24 septembre 1948.

Le troisième élément de cet imposant calendrier communiste renvoie à la commémoration spécifique de faits consensuels. Pendant cette période, trois sont notables : Jeanne d'Arc<sup>21</sup>, le 6 février 1934 et la révolution de 1848.

Là où ils le peuvent, par exemple dans la Loire le 12 février 1952<sup>22</sup>, le PCF et la CGT organisent des grèves commémoratives de la journée du 12 février 1934. Cela permet de titiller les militants socialistes en faisant miroiter le souvenir toujours vif de la période du Front populaire. Et la thématique d'un nouveau Front populaire à construire est systématiquement utilisée par le PCF pendant toute la période<sup>23</sup>.

Le hasard qui veut que le centenaire de la révolution de 1848 se produise pendant cette période permet au PCF d'illustrer à nouveau son génie de l'appropriation historique. Comme l'a parfaitement montré Jean-Luc Mayaud<sup>24</sup>, le processus qui avait été lancé en février 1947 de façon tout à fait consensuelle se fracasse sur la Guerre froide, et le PCF parvient à détourner une bonne partie de la commémoration de 1848 de la révolution pacifique de février vers les luttes de classes sanglantes de juin, parvient à passer du souvenir de la République à l'exaltation de la Sociale et à la condamnation de la République bourgeoise.

En-dehors de ce strict ordonnancement des commémorations, la mémoire demeure également toujours présente par le biais d'un recours systématique à un passé référentiel qui, en creux, éclaire bien certaines des obsessions de la période.

## REVISITER ET RÉVISER LE PASSÉ

De Gaulle se rend à Grenoble en septembre 1948. Le Général parle dans un meeting, le PCF organise un contre-meeting, les services d'ordre respectifs s'affrontent et un militant communiste est tué par balle. C'est un ancien FTP. La plaque commémorative à sa mémoire est explicite dans cette mise en abîme mémorielle : « Lucien Voitrin, FFI tué à l'ennemi »<sup>25</sup>,

---

21. Voir la contribution de Danielle Chevallier.

22. Steiner J.-M., *op. cit.*, p. 454.

23. Par exemple contribution de Rémy Gaudillier pour le Jura.

24. Mayaud Jean-Luc, « Le centenaire de la révolution de 1848 en France : unité et éclatement », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle* [En ligne], 14/1997, mis en ligne le 27 juin 2005, consulté le 04 juin 2013.

URL : <http://rh19.revues.org/108> ; DOI : 10.4000/rh19.108.

25. Contribution de Gil Emprin pour l'Isère.

tandis que l'hebdomadaire communiste évoque un combattant « frappé par une balle des SS d'un apprenti-dictateur »<sup>26</sup>.

Autre passé référentiel régulièrement mis à contribution, à nouveau les événements du 6 février 1934. Ainsi, rendant compte de la prise d'assaut de sièges du PCF le 7 novembre 1956, les journaux communistes départementaux utilisent très fréquemment le terme de « six-févrieristes »<sup>27</sup>. Mais, en 1956, l'Histoire est tellement sollicitée qu'elle passe du statut de simple passé référentiel à celui de véritable grille interprétative.

Face aux événements hongrois, deux grilles de lecture dominent les esprits. En premier lieu, la thématique URSS contre indépendance des peuples. Ainsi, dans les Bouches-du-Rhône, *Le Provençal* rapproche le comportement soviétique avec celui du Tsar contre le printemps des peuples en 1848<sup>28</sup>. La deuxième grille de lecture, qui se mélange à la première, oppose la liberté à la dictature. Les combattants hongrois sont fréquemment désignés sous le terme de « résistants », et *Le Provençal* oppose les « résistants » et les « collabos » hongrois, parlant même des « FFI hongrois »<sup>29</sup>.

Confrontée à cette double perception des événements hongrois, la propagande communiste tente d'y substituer une vision alternative, traditionnelle pour elle, le conflit fascisme/antifascisme. Et ce dans les deux aires géographiques. Les insurgés hongrois sont des fascistes. La section communiste du port de Marseille stigmatise les « rats fascistes émigrés après 1945 » qui sont revenus « en avions » d'Autriche, d'Allemagne et d'Afrique<sup>30</sup>. Mais les anticommunistes français le sont aussi. « Halte au

26. Barrière Ph., *op. cit.*, p. 222. L'exercice est pourtant délicat car, avant de devenir communiste, Lucien Voitrin avait été membre du PPF et de la Milice (*ibid.*).

27. *Le Patriote* (journal communiste de la Loire), 8 novembre 1956, cité par Steiner J.-M., *op. cit.*, p. 454. La même référence mémorielle est utilisée par le dirigeant communiste de l'Hérault Joseph Lazare (contribution d'Hélène Chaubin pour l'Hérault : « Hérault, 1956-1957 »). Voir également Roger Ph., *op. cit.*, p. 130.

28. Contribution de Jean-Claude Lahaxe sur « Les événements hongrois de 1956 dans les Bouches-du-Rhône ».

29. *Ibid.* Cf. également la contribution de Gérard Bourdin pour l'Orne.

30. Contribution de Jean-Claude Lahaxe sur « Les événements hongrois de 1956 dans les Bouches-du-Rhône ». Même argumentation dans un tract de la CGT en Meurthe-et-Moselle : l'insurrection hongroise aurait eu pour but « d'arracher la terre et les usines aux travailleurs et d'instaurer un régime fasciste, avec à la tête un cardinal et un amiral », tandis qu'un tract communiste diffusé dans le même département dénonce « les insurgés fascistes de Hongrie, à l'appel de l'amiral Horthy, compagnon d'armes de Hitler » (cités dans l'article de Jean-Louis Étienne sur « Les événements hongrois de 1956 en Meurthe-et-Moselle »).

fascisme » proclame un tract des dockers cégétistes marseillais le 8 novembre 1956<sup>31</sup>.

D'où l'inscription des événements de 1956 dans toute une chaîne de continuité historique qui commence par l'incendie du Reichstag en 1933<sup>32</sup>, se prolonge par l'émeute fasciste du 6 février 1934, puis par le complot de Munich<sup>33</sup>, et se poursuit enfin par l'occupation<sup>34</sup>.

Emportés par leur élan, certains propagandistes font du zèle en voyant dans l'intervention soviétique le moyen d'empêcher la déstabilisation des Balkans, autrement dit le retour à la situation précédant la Première Guerre mondiale. L'URSS a ainsi sauvé la paix mondiale, déclare le secrétaire fédéral des Bouches-du-Rhône Pierre Doize<sup>35</sup>. À Strasbourg, les responsables cégétistes utilisent la même référence suprême : « Nous avons déjà vécu cela en 1939. L'occupation nazie, la guerre qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de nos compatriotes en a été la conséquence. Déjà, à la veille de la Première Guerre mondiale, les capitalistes ont fait assassiner le dirigeant socialiste Jean Jaurès pour décapiter le mouvement d'opposition<sup>36</sup>. »

Naturellement, ce passé référentiel qui est utilisé est un passé revisité, voire rectifié. C'est l'image des Américains dans la propagande communiste qui illustre le mieux cette pratique. En 1946, le journal communiste stéphanois prenait soin de dédouaner les Américains de toute responsabilité dans les pertes civiles liées aux bombardements : « Il fallait réduire les points industriels, empêcher tout trafic, démoraliser l'ennemi et cela par tous les moyens. La radio alliée avait beau nous prévenir, elle ne pouvait pas donner de détails<sup>37</sup>. » Trois ans plus tard, ce souvenir est largement revisité et, évoquant ces mêmes bombardements, un organe communiste, toujours de Saint-Étienne, condamne ce qu'il appelle désormais le « massacre des Innocents » en publiant des témoignages de femmes et d'enfants

31. Contribution de Jean-Claude Lahaxe sur « Les événements hongrois de 1956 dans les Bouches-du-Rhône ».

32. Tract communiste, rapport des RG, 7 novembre 1956, Archives départementales des Bouches-du-Rhône (AD-BDR) 148 W 282, cité dans *Ibid.*

33. Tract communiste à destination des travailleurs de la Société provençale de constructions navales, 17 novembre 1956, *ibid.*

34. *Ibid.*

35. 2 décembre 1956, cité dans *Ibid.*

36. Contribution de Nicolas Monod sur les événements de Hongrie à Strasbourg et dans le Bas-Rhin. Les cégétistes strasbourgeois sont d'ailleurs enclins à l'emphase car une autre motion cégétiste stigmatise ces mêmes événements en écrivant que « les travailleurs se rappellent trop bien des méthodes de la Gestapo hitlérienne et ont dû constater que les brutalités des meneurs fascistes dépassaient de loin celles de la Gestapo ».

37. *Le Cri du Peuple*, 27 mai 1946. Cité par Steiner J.-M., *op. cit.*

survivants<sup>38</sup>. À l'autre bout de la chaîne idéologique, en revanche, à Châlons-sur-Marne, alors qu'un train de munitions américain explose en gare, les journalistes de la presse locale prennent soin de ne pas rappeler le bombardement américain de la gare en 1944, rapprochement pourtant évident aux yeux des contemporains<sup>39</sup>.

L'assimilation des anciens libérateurs aux anciens occupants est une constante de la propagande communiste pendant toute cette période. L'utilisation des faits divers est très prisée par les propagandistes communistes, et notamment la conduite, effectivement souvent particulière des soldats américains. Ainsi, un accident mortel à Melun en mars 1952 donne matière, à la Une de l'hebdomadaire de la CGT, à un violent éditorial du directeur politique de *La Vie ouvrière*, Gaston Monmousseau : « la place me manque et l'odeur des égouts me suffoque [...] Gadois fut volontairement serré par un camion américain contre le mur et féroce broyé puis traîné et laissé sur place par un soudard américain, l'autre jour, à Melun, ville française. » Juste au-dessus de la photo de l'homme mort, la fin de l'éditorial est d'une rare violence : « Qu'ils s'en retournent en Amérique les soudards ! que le sol de France leur brûle les pattes ! Si vous vous trouvez seuls en face de plusieurs, détournez-vous et crachez, sifflez partout où ils se trouvent : au ciné, au café, dans la rue. Mais rassemblez-vous, unissez-vous, bonnes gens de France et agissez : il est temps, c'est la sauvagerie, l'humiliation, la guerre et la peste qu'ils nous apportent. Il faut en libérer la Patrie<sup>40</sup>. » Signe de l'intensité de cette propagande, nous retrouvons cette thématique des nouveaux occupants dans tous les départements étudiés<sup>41</sup>.

Cette révision de l'histoire peut aussi concerner l'URSS. En décembre 1951, le dirigeant communiste ardennais présente ainsi l'offensive des Ardennes de décembre 1944 dans une lettre ouverte adressée à Staline : « aucun patriote n'a oublié que c'est grâce à l'ordre donné par vous pour

---

38. *Le Patriote*, 22 août 1949. Cité par *Ibid.*

39. Contribution de Xavier Desbrosse sur « le train, enjeu de Guerre froide dans la Marne ».

40. *La Vie ouvrière*, n° 395, 26/3-1/4.1952.

41. Par exemple une affiche de la Fédération communiste du Jura reproduite dans Gaudillier Rémy, « Tavaux au cœur de la guerre froide », *Tavaux 2005-2006*, Lons-le-Saunier, Société d'émulation du Jura, 2007, p. 180 ; pour Orléans, cf. communication de Danielle Chevallier ; pour Châtellerauld, cf. AD Vienne, 1 W 4082, reproduit dans la contribution de Marie-Claude Albert, Jean-Luc Gillard (avec l'aide de Jean-Noël Lattwein et d'Ismaël Fahim) : « Les Américains dans le Châtelleraudais : le dépôt d'Ingrandes-sur-Vienne ». Pour Evreux, cf. note rédigée par Laurent Chevrel et Axelle Bergeret-Cassagne, « Les bases militaires américaines en France (1950-1967) », Mm Paris-IV (dir. Pascal Griset), 2005.

avancer de plusieurs semaines la grande offensive de l'Armée Rouge que nous avons de justesse évité une deuxième invasion en décembre 1944<sup>42</sup>. »

Naturellement, un discours propagandiste est une chose, son impact une autre. Par conséquent, il convient de se demander si ces politiques mémorielles pénètrent réellement dans l'opinion publique.

### L'INCONSCIENT MÉMORIEL

Quels sont les épisodes du passé qui hantent l'inconscient national et avec quelle intensité ? Un des éléments qui frappe le plus le lecteur des travaux des correspondants de l'IHTP, reste le poids de la Première Guerre mondiale et la place symbolique du monument aux morts. Dans la plupart des départements étudiés, le monument aux morts joue ainsi un rôle majeur lors des événements hongrois de 1956. Presque partout, les manifestations en l'honneur des Hongrois réprimés par l'armée soviétique commencent par un rassemblement devant le monument aux morts, fréquemment marqué par un dépôt de gerbe. Il y a deux exceptions à cette règle : à Marseille, c'est le monument des Mobiles qui, édifié en 1893 pour commémorer la lutte patriotique de 1870, joue ce rôle<sup>43</sup>. À Nancy, le monument aux morts étant excentré, c'est le monument d'Alsace-Lorraine qui remplit la fonction<sup>44</sup>, mais, dans les deux cas, le jeu mémoriel demeure identique.

Le 11 Novembre apparaît ainsi comme une date sacrée, d'autant plus sacrée que les Allemands avaient interdit sa célébration pendant l'Occupation. Mais, ce qui apparaît notable c'est que le souvenir du 11 Novembre est, à partir de la Libération, annexé par celui de la Résistance. Ainsi, à Reims, en 1945, sont étroitement associées les commémorations des deux guerres et cette annexion se prolonge pendant de nombreuses années.

Ce phénomène d'annexion peut bien sûr s'expliquer par le poids des événements les plus récents. Mais il peut aussi renvoyer à un autre phénomène, de même nature que le concept de guerre de Trente Ans cher au général de Gaulle. Dans les deux cas, avant tout inconsciemment, on rehausse la perception des sacrifices des combattants de la Seconde Guerre mondiale par celui, indiscutable, des combattants de la Première.

Dans le même temps, que souhaite-t-on honorer le 11 Novembre ? Témoigner à la fois de la force du traumatisme et de la geste libératrice. À

---

42. *Liberté*, 29 décembre 1951, cité dans la contribution de Gilles Déroche.

43. J.-C. Lahaxe, *op. cit.*

44. J.-L. Étienne, *op. cit.*

l'échelle de la France - et c'est la grande différence avec la commémoration de 14-18 pendant l'entre-deux-guerres - c'est le second élément qui l'emporte. En effet, dans les années 1920, c'était l'image de la souffrance qui s'imposait. Mais, après la Seconde Guerre mondiale, les affects doloristes deviennent secondaires, et l'entrée dans la Guerre froide, dans ce domaine, ne représente aucune rupture. Même l'archétype de l'horreur qu'est Oradour n'est pas uniquement, n'est pas principalement le rappel de la tragédie. Le PCF réalise ainsi une parfaite captation de souffrance au service de la lutte politique. Pascal Plas a minutieusement analysé ce pèlerinage de la paix monté par le PCF en juin 1949<sup>45</sup>. Ainsi, souffrance et recueillement, à la différence de l'entre-deux-guerres, deviennent toujours associés à une action politique. L'argumentaire des communistes d'Oradour-sur-Glane est limpide : le premier temps est le rappel d'une souffrance intacte - « on revoit le boche martelant nos pavés de ses bottes, on revoit les pendus de Tulle, les partisans fusillés au petit jour, l'église d'Oradour et les enfants brûler et on pense que les assassins sont toujours choyés dans les prisons de monsieur Queuille » - puis, deuxième temps, celui de l'action : on en appelle aux résistants « qui ne feront jamais la guerre aux côtés des bourreaux d'Oradour contre les vainqueurs de Stalingrad »<sup>46</sup>.

L'exemple du Vercors est également révélateur. Le Vercors représente un double lieu de mémoire : celui d'un maquis combattant, et celui des massacres de l'occupant. Ce double lieu de mémoire possède un double rattachement géographique : le Vercors combattant c'est le Vercors de l'Isère, car ce sont des Grenoblois qui ont créé le maquis ; le Vercors martyr c'est le Vercors de la Drôme, le lieu des massacres. Or, la mémoire du Vercors fut captée par Grenoble, avant comme après l'ouverture de la Guerre froide<sup>47</sup>.

Les autorités officielles essaient progressivement d'infléchir cette commémoration du 11 Novembre. D'abord en la dépolitisant, en la militarisant, autrement dit en essayant de renouer avec la tradition d'avant-guerre où le 11 Novembre, du moins dans les grandes villes, s'incarnait dans le défilé des troupes. Selon les départements, l'essai est plus ou moins transformé, mais les anciens résistants occupent une place de moins en moins importante et la population retrouve un simple rôle de spectatrice.

Autre inconscient mémoriel à relever, celui de l'État. Lors de la vague de grèves de 1947, les bruits se multiplient évoquant la constitution de « brigades internationales » composées de communistes étrangers ar-

---

45. Contribution de Pascal Plas : « 1949, Oradour au carrefour de la guerre froide ».

46. Cité par P. Plas, *op. cit.*

47. Contribution de G. Emprin, *op. cit.*

més. Cette rumeur est relayée par le préfet du Pas-de-Calais<sup>48</sup> et jusqu'au président de la République Vincent Auriol<sup>49</sup>. Peu de temps après, quand les services de l'État envisagent de lutter contre de futurs maquis prosoviétiques, ils se contentent pour l'essentiel de reprendre l'ancienne cartographie des maquis de la Résistance<sup>50</sup>. Il est d'ailleurs assez ahurissant de voir que les fonctionnaires des Renseignements généraux utilisent les termes, non seulement eux aussi de Brigades internationales, mais encore de FTP et de MOI pour désigner les troupes armées clandestines du PCF<sup>51</sup>. Il y a toutefois un pas qui n'est pas franchi. En Italie, le communiste est parfois représenté en résistant, en *partigiano* armé et belliqueux<sup>52</sup>. En France, une telle représentation n'existe pas, signe que la Résistance, et toute la Résistance, demeure une référence sacrée.

Si ces structures mémorielles sont relativement stables, elles se révèlent plus ou moins agissantes selon les différentes phases de la Guerre froide, dessinant ainsi de véritables conjonctures mémorielles.

### LES CONJONCTURES MÉMORIELLES

Du côté gaulliste, la densité mémorielle semble connaître une histoire en trois étapes. Le premier temps est celui de l'affirmation. À partir d'avril 1947, la création du RPF signifie la multiplication des références à l'histoire récente, à la Résistance, à la France libre et au 18 Juin. Il s'agit de contrebalancer la propagande mémorielle communiste, alors quasi hégémonique. Sur ce plan précis, l'ouverture de la Guerre froide ne fait qu'acérer la pointe anticommuniste.

Le deuxième temps est celui de l'estompage. Il se produit en plusieurs phases. Les deux premières datent du RPF : ayant solidement assis

---

48. Roger Ph., *op. cit.*, p. 121.

49. Auriol Vincent, *Journal du septennat, 1947-1954*. Tome 1, 1947, Paris, Armand Colin, 1970, p. 485-486, rééd. Paris, Tallandier, 2003.

50. Contribution d'Olivier Büttner et d'Annie Martin, « Imaginaires de guerre : l'ennemi intérieur en Guerre froide. France, années 1950 ».

51. Rapport des Renseignements généraux sur le PCF, 1950, p. 1145 *sq.*, Archives nationales, n° 19960325, document communiqué par Olivier Büttner.

52. Novelli Edoardo, *Le elezioni del quarantotto*, Roma, Donzelli, 2008, cité par Girard Pascal, « Une gauche extrême ou une gauche « de l'étranger » ? Représentations et stigmatisations des partis communistes français et italien au début de la guerre froide », in Michel Biard, Bernard Gainot, Paul Pasteur, Pierre Serna (dir.), « Extrême » ? *Identités partisans et stigmatisation des gauches en Europe (xviii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 310.

l'image de l'homme du 18 Juin, la propagande du RPF dans les départements atténue la dimension historique de cette propagande au bénéfice d'un discours politique plus pratique et prospectif<sup>53</sup>. La deuxième phase de l'estompage, vers 1950, résulte de l'affaiblissement du RPF. La troisième phase, à partir de 1953, renvoie naturellement à la traversée du désert. Le Général ne disposant plus d'un parti à sa disposition, le message gaulliste devient infiniment moins présent qu'auparavant dans l'espace public.

Le troisième temps est celui de la renaissance du discours public historique gaulliste. Celle-ci aussi opère en deux temps. Le premier démarre sous la IV<sup>e</sup> République avec l'énorme succès d'édition que sanctionne la publication des Mémoires de guerre du Général qui réactivent son image et sa légitimité historiques. Puis prenant appui sur cette trame historique désormais gravée dans le marbre, dès le retour au pouvoir du général de Gaulle, une fièvre commémorative s'empare des scènes nationale et départementales. À l'échelle nationale, l'importance de la cérémonie du mont Valérien est rehaussée et de très nombreuses commémorations ont lieu, la plus importante étant celle, bien connue, du transfert des restes de Jean Moulin au Panthéon en 1964<sup>54</sup>.

Face à cette chronologie gaulliste, celle de sa concurrente communiste se révèle peu différente, avec cependant une moins forte irrégularité, car la propagande mémorielle communiste ne s'interrompt jamais. Là aussi, nous observons clairement trois poussées d'affirmation historique. L'ouverture de la Guerre froide, lorsque le glorieux passé du parti est utilisé comme bouclier dans cette période où il multiplie les postures provocatrices. La période 1950-1954, lorsque le rappel de l'occupation est l'argument majeur utilisé contre le réarmement allemand. Les années 1960 lorsque renaît dans toute sa majesté la concurrence mémorielle de Gaulle-PCF.

Et la population dans tout ça ? Est-il possible de dessiner une courbe conjoncturelle de sa sensibilité mémorielle dominante ?

La première phase apparaît celle du consensus, un consensus ample et actif, qui se prolonge jusqu'à l'ouverture de la Guerre froide. Les cérémonies sont alors largement suivies par la population, et les autorités offi-

---

53. Christian Delporte avait déjà observé ce phénomène, cf. Delporte Christian, « La Résistance dans la propagande gaulliste. Discours et images », in Lachaise B. (dir.), *op. cit.*, p. 25-44.

54. Sur tous ces épisodes, se reporter en priorité aux nombreux travaux d'Henry Rousso, en particulier Rousso Henry, *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, Paris, Le Seuil (1987), 1990 ; Rousso Henry, Conan Eric, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994 ; Rousso Henry, *Vichy : l'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001 ; sans oublier son passionnant essai épistémologique Rousso Henry, *La dernière catastrophe : l'histoire, le temps présent, le contemporain*, Paris, Gallimard, 2012.

cielles comme la multitude d'organisations sociales commémorent le passé de façon consensuelle : au même endroit, à la même heure, et les discours sont globalement œcuméniques, même si la tonalité dominante des discours renvoie à une perception du récent conflit plus proche de la vision communiste que gaulliste.

Progressivement, la division s'installe. Mais le plus frappant reste que les divisions locales succèdent au schisme national ; elles ne le précèdent pas. On peut prendre l'exemple de la polémique sur le Vercors. Celle-ci éclate à Grenoble en octobre 1948, lorsque l'hebdomadaire communiste isérois écrit : « Nous avons raison : de Gaulle a bien trahi le Vercors »<sup>55</sup>. Or, observe Gil Emprin, même si un malaise existait dans la région, la polémique est issue de Paris, par le biais d'un article de Fernand Grenier de novembre 1947. Et, un an plus tard, lorsque la polémique devient ouverte, elle demeure, selon Gil Emprin, « moins virulente, moins violente, comme si on n'osait pas casser le bijou mémoriel du Vercors »<sup>56</sup>.

Partout la division s'installe. Dans les départements règne désormais la concurrence : les associations unitaires éclatent, la tension entre la FNDIR et la FNDIRP s'exacerbe. Des contre-commémorations communistes sont interdites par le préfet ou, le plus souvent, des commémorations concurrentes ont lieu, soit en des lieux différents soit avec des horaires décalés. Épisodiquement, des heurts ont lieu, ainsi dans le bastion communiste du pays haut lorrain<sup>57</sup>. Le 11 novembre 1948 à Paris, sur les Champs-Élysées, non seulement se déroulent deux cérémonies concurrentes, mais le défilé des anciens combattants et résistants communistes donne lieu à d'importants affrontements avec la police. Dans les Ardennes, le souvenir du grand événement de la résistance ardennaise, le massacre par les Allemands de nombreux maquisards des Manises, ne suffit pas à préserver l'unité. En avril-mai 1948, le PCF tente d'empêcher l'inauguration par le président de la République, Vincent Auriol, d'un monument en l'honneur des martyrs des Manises, en lançant une violente polémique dans la presse locale<sup>58</sup>. Dans le Pas-de-Calais, le lieu de mémoire par excellence de la Résistance reste le Mémorial des fusillés d'Arras. Il est inauguré en septembre 1949 en présence du maire d'Arras (Guy Mollet), d'Édouard Herriot et du dirigeant communiste Auguste Lecœur. Ce dernier en profite pour dénoncer le réarmement allemand et annoncer « qu'éventuellement les mineurs prendraient à la gorge

---

55. *Le Travailleur alpin*, 2 octobre 1948, cité par Barrière Ph., *op. cit.*, p. 218.

56. Contribution de Gil Emprin pour l'Isère.

57. Contribution de Jean-Louis Étienne pour la Meurthe-et-Moselle.

58. Contribution de Gilles Déroche pour les Ardennes.

les agresseurs de l'URSS »<sup>59</sup>, et Guy Mollet et Édouard Herriot sont copieusement hués par les militants communistes présents.

À partir de 1950, les relations entre les deux blocs se durcissent encore en raison de l'initiative de David Rousset, souvent relayé par les antennes départementales de la FNDIR, visant à mobiliser les anciens déportés dans la dénonciation du Goulag. Parfois, la mise au service de la politique générale du PCF de ces diverses organisations d'anciens résistants est telle qu'elle provoque des malaises et des ruptures. Ainsi, en Meurthe-et-Moselle, des scissions interviennent dans plusieurs sections de la FNDIRP<sup>60</sup>.

Cependant, un léger bémol doit être mis à cette rupture de consensus. Il y a d'abord quelques exceptions. La plus notable demeure celle du grand quotidien régional champenois, *L'Union*, à l'origine propriété du comité départemental de la Libération de la Marne et qui institue, lors de sa création en 1944, la coutume de confier - en alternance - la rédaction de l'éditorial quotidien aux organisations de la Résistance, membres de ce CDL. Or, cette coutume perdue après la rupture de 1947, d'où l'apparition hebdomadaire de violents articles communistes en première page, situation pour le moins baroque au regard du reste de la presse quotidienne régionale non communiste.

Si les symboles comme Oradour, les Manises ou les fusillés d'Arras, n'ont pas permis de dépasser des divisions, d'autres départements, comme la Meurthe-et-Moselle, ont su maintenir une unité apparente, au moins pour les grandes manifestations officielles ou pour l'inauguration de monuments commémoratifs. Certaines personnalités ont pu jouer un rôle notable dans ce maintien partiel d'une certaine solidarité du souvenir, tel l'Abbé Pierre dans ce dernier département.

Il y a surtout le fait que, même au plus fort des affrontements entre les nébuleuses communiste et anticommuniste, toutes les associations d'anciens résistants se retrouvent pour un discours parallèle, et parfois commun, sur trois points qui demeurent leur patrimoine partagé pendant toute cette période : la défense des intérêts des résistants et des déportés, la condamnation du retour sur la scène politique d'anciens vichystes et le refus du réarmement allemand<sup>61</sup>.

La troisième période est celle du retour au consensus. Le début de cette période demeure difficile à dater, tant d'une part le processus est progressif et tant d'autre part il n'est jamais achevé, jusqu'à aujourd'hui. Pour autant, il existe une tendance à privilégier à nouveau l'unité sur la division.

---

59. Rapport des Renseignements généraux, 19 septembre 1949, cité par Roger Ph., *op. cit.*, p. 132.

60. Contribution de Jean-Louis Étienne pour la Meurthe-et-Moselle.

61. Contribution de Gil Emprin pour l'Isère.

Une certitude : dans aucun département, l'infléchissement ne se produit avant 1953. Mais, après la mort de Staline et la fin de la guerre de Corée, des premiers apaisements apparaissent. À Troyes, en 1955, l'érection du monument de la Résistance apparaît assez consensuelle<sup>62</sup>. En 1956, à Grenoble, *Nuit et Brouillard* bénéficie d'une projection assurée en commun par la FNDIRP et l'UNADIF<sup>63</sup>. En avril 1956, au nom du souvenir de la Résistance, les communistes et les socialistes du Pas-de-Calais organisent ensemble une manifestation contre une cérémonie d'hommage à Pétain à l'occasion du centenaire du Maréchal, natif du département<sup>64</sup>.

Mais ces quelques apaisements sont brusquement effacés devant le traumatisme des événements hongrois. De telle sorte que le véritable consensus ne semble à nouveau réalisé qu'à partir de 1964<sup>65</sup>. Ainsi, pour ce 20<sup>e</sup> anniversaire de la Libération, en Meurthe-et-Moselle, des urnes contenant des cendres de déportés sont disposées dans divers monuments (Nancy, Lunéville, etc.) et l'hommage est cette fois-ci consensuel. Mieux même, l'année suivante et toujours en Meurthe-et-Moselle, pour l'anniversaire de la libération des camps, des troupes américaines participent aux cérémonies avec, nous dit Jean-Louis Étienne, « une reconnaissance respectueuse de la part des populations et sans susciter cette fois-ci la moindre réprobation du côté communiste »<sup>66</sup>.

Cet apaisement n'est toutefois pas général. Ainsi, le PCF et les organisations proches de lui, maintiennent pendant toute la période un discours très germanophobe. À titre d'exemple, le grand voyage de réconciliation que fut le voyage d'Adenauer en France à l'été 1962 est marqué par de nombreuses protestations des organisations communistes d'anciens combattants ainsi que, dans les villes visitées par Adenauer, telle Reims, par des tentatives de manifestations hostiles. La grande différence avec la décennie précédente, c'est que le sentiment populaire a changé et la population ne reprend plus à son compte ces manifestations anti-allemandes.

En définitive, pendant la Guerre froide, les jeux de mémoire représentent un véritable mille-feuille mémoriel, mais un mille-feuille stratigraphiquement différencié. De Jeanne d'Arc au colonel Fabien, en passant par Victor Hugo ou Clemenceau, les passés sollicités sont innombrables. Pour autant, certains étages stratigraphiques demeurent plus épais que les autres.

62. Contribution de Pascal Girard pour l'Aube.

63. Contribution de Gil Emprin pour l'Isère.

64. Rapport du préfet du Pas-de-Calais, 7 mai 1956 (AD-PDC, 1 W 8148). Cf. Roger Ph., *op. cit.*, p. 147.

65. Contribution de Gil Emprin pour l'Isère.

66. Contribution de Jean-Louis Étienne pour la Meurthe-et-Moselle.

Les étages les plus sollicités sont ceux de la Révolution française, des révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle, de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.

Et l'observateur sort de cet examen avec un double sentiment. Le premier est que la Seconde Guerre mondiale reste le phénomène mémoriel majeur explicite, celui qui fonctionne comme une matrice identitaire. Cependant, sourd aussi le sentiment qu'un autre phénomène majeur, implicite celui-là, s'impose en parallèle : la Première Guerre mondiale, dont l'ombre portée demeure toujours aussi puissante et naturellement réactivée par la Seconde. Et il semble que la Guerre froide n'ait jamais réussi à imposer sa propre grille symbolique. Dans cette première période de la Guerre froide, le paysage mémoriel dominant reste structuré par le rapport à l'Allemagne : la Guerre froide demeure alors vécue et déterminée par la guerre de Trente Ans.